

**MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX**

**PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT  
Monsieur le Préfet  
1 rue Bartholdi  
90000 BELFORT**

**ACTE D'ENGAGEMENT**

**TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DU BUREAU DE  
LA CIRCULATION**

**LOT N° 01: PLAQUISTERIE / PEINTURES / FAUX PLAFONDS /  
TRAVAUX PREPARATOIRES**

**N° de marché :**

## ACTE D'ENGAGEMENT

**Maître de l'ouvrage :**

**PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT  
Monsieur le Préfet  
Rue Bartholdi  
90000 BELFORT**

**Objet du marché :**

**Travaux de restructuration du bureau de la circulation**

**Mode de passation et forme de marché :**

**Marché sur procédure adaptée passé en application des articles 26 II et 28 du Code des Marchés Publics (CMP)**

**Maîtrise d'oeuvre :**

**MURINGER Jean-Christophe Architecte  
45 rue du Magasin  
90000 BELFORT**

**Tél : 03.84.54.06.36**

**Fax : 03.84.28.01.08**

**Courriel : [architecte@jcmuringer.com](mailto:architecte@jcmuringer.com)**

**Représentée par : M. Jean-Christophe Muringer**

**Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :**

**Monsieur le Préfet du Territoire de Belfort  
Rue Bartholdi  
90000 BELFORT**

**Ordonnateur :**

**Monsieur le Préfet du Territoire de Belfort  
Rue Bartholdi  
90000 BELFORT**

**Comptable public assignataire des paiements :**

**Monsieur le Directeur régional des Finances Publiques à Besançon  
63 quai Vieil Piccard  
25043 BESANCON cedex**

## **SOMMAIRE**

<b><u>ARTICLE PREMIER : CONTRACTANT</u></b>	<b><u>4</u></b>
<b><u>ARTICLE 2 : PRIX</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>ARTICLE 3 : DÉLAIS D'EXÉCUTION</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>ARTICLE 4 : PAIEMENT</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>ARTICLE 5 : NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE</u></b>	<b><u>6</u></b>
<b><u>ANNEXE N° 1 : RELATIVE À LA DÉCLARATION DE SOUS-TRAITANCE</u></b>	<b><u>10</u></b>
<b><u>ANNEXE N°2 : DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS</u></b>	<b><u>15</u></b>

**PRÉAMBULE: LISTE DES LOTS (MARCHÉS SÉPARÉS)**

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
01	Plaquisterie – Peintures – Faux plafonds – Travaux préparatoires
02	Revêtements de sols souples
03	Menuiseries bois – Menuiseries extérieures
04	Electricité

**LOT N°01 : Plaquisterie – Peintures – Faux plafonds – Travaux préparatoires**

**Article premier : Contractant**

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché indiquées à l'article «pièces contractuelles» du cahier des clauses administratives particulières n° 325-0115 / 01 qui fait référence au CCAG-Travaux et conformément à leurs clauses et stipulations,

le signataire

s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte<sup>1</sup> à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après;

.....  
.....  
.....

engage la société ..... sur la base de son offre<sup>2</sup> à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après;

.....  
.....  
.....

le mandataire<sup>3</sup> :

- du groupement solidaire
- solidaire du groupement conjoint
- non solidaire du groupement conjoint

s'engage pour l'ensemble des prestataires groupés désignés dans l'annexe ci-jointe<sup>4</sup> à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après;

<sup>1</sup> [Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

<sup>2</sup> [Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

<sup>3</sup> Cocher la case correspondante à la nature de votre groupement

<sup>4</sup> Cette annexe est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire et elle est recommandée dans le cas de groupement conjoint

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

**Article 2 : Prix**

Les travaux définis au C.C.A.P. sont prévus en une tranche ferme pour des travaux réalisés en un mois précisément, du 28 août 2015 au 24 septembre 2015.

Les travaux du lot concerné par cet acte d'engagement seront rémunérés par application d'un prix global et forfaitaire décomposé dans le tableau ci-après en mettant en évidence les montants hors T.V.A. et T.V.A. incluse dans chaque tranche :

**pour la solution de base :**

<i>Tranche</i>	<i>Montant H.T.</i>	<i>Montant T.V.A.</i>	<i>Montant T.T.C.</i>
Tr. ferme:	.....	.....	.....
<i>Montant du marché</i>	.....	.....	.....
<i>Soit en toutes lettres (Montant T.T.C.) :.....</i>			
.....			

**pour l'option numéro : 1 – peinture des sous-faces volets roulants**

<i>Tranche</i>	<i>Montant H.T.</i>	<i>Montant T.V.A.</i>	<i>Montant T.T.C.</i>
Tr. ferme	.....	.....	.....
<i>Montant du marché</i>	.....	.....	.....
<i>Soit en toutes lettres (Montant T.T.C.) :.....</i>			
.....			

**Article 3 : Délais d'exécution**

Le délai d'exécution de la tranche ferme de travaux est fixé comme suit :

<i>Tranche</i>	<i>Délai d'exécution</i>
Tr. ferme:	1 mois

Les délais d'exécution de l'ensemble des lots partent de la date fixée par l'ordre de service, prescrivant au titulaire du lot concerné, de commencer (en premier) l'exécution des travaux lui incombant.

Le délai d'exécution propre au lot pour lequel je m'engage sera déterminé dans les conditions stipulées au C.C.A.P.. Du vendredi 28 août 2015 au jeudi 24 septembre 2015.

Le planning d'exécution de travaux de la présente opération est joint au dossier de consultation, par tâche et pour jour calendaire, s'agissant d'une opération aux délais courts et stricts, en site occupé, et affectant directement le fonctionnement du service.

**Article 4 : Paiement**

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants<sup>5</sup> :

<sup>5</sup> Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.

- *Ouvert au nom de :*

pour les prestations suivantes :

Domiciliation :

Code banque :..... Code guichet :.....N° de compte : .....Clé RIB :

IBAN :

BIC :

- *Ouvert au nom de :*

pour les prestations suivantes :

Domiciliation :

Code banque :..... Code guichet :.....N° de compte : .....Clé RIB :

IBAN :

BIC :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur<sup>6</sup> :

un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire;

les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

**NB :** Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du C.C.A.P. s'appliquent.

**Avance :**

Je renonce au bénéfice de l'avance :  NON  OUI

(Cocher la case correspondante.)

**Article 5 : Nomenclature communautaire**

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), par lot sont :

<i>Lot</i>	<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
01	Travaux de démolition. (451111009)	
	Travaux de gros oeuvre. (452232204)	
03	Travaux de menuiserie. (454210004)	
01	Travaux de plâtrerie. (454100004)	
	Travaux de peinture. (454421008)	
01	Travaux de cloisonnement. (454211414)	
02	Revêtement de sols et de murs. (454300000)	

<sup>6</sup> Cocher la case correspondant à votre situation

<i>Lot</i>	<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
04	Travaux de câblage et d'installations électriques. (453110000)	
04	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation. (453310006)	
04	Installation de câblage informatique. (453143200)	

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant de l'article 43 du Code des marchés publics.

## **ENGAGEMENT DU CANDIDAT**

---

---

*Fait en un seul original*

A .....

Le .....

**Signature du candidat**

*Porter la mention manuscrite*

*Lu et approuvé*

**ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR**

---

---

**Décision du Pouvoir adjudicateur :**

Option(s) retenue(s) : .....

.....

.....

Variante retenue : .....

.....

Montant total de l'offre finale :

- Montant hors taxe : ..... Euros
- TVA (taux de ..... %) : ..... Euros
- Montant TTC : ..... Euros
- Soit en lettres : .....
- .....

*Est acceptée la présente offre pour valoir  
acte d'engagement  
A Belfort,  
Le .....*

**Signature du représentant du pouvoir  
adjudicateur**

Elle est complétée par les annexes suivantes<sup>7</sup> :

- Annexe n°... relative à la présentation d'un sous-traitant (ou DC4) ;
- Annexe n°... relative à la désignation et répartition des cotraitants en cas de groupement
- Annexe n°... relative aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres (ou OUV4) ;
- Annexe n°... relative à la mise au point du marché (ou OUV5) ;
- Autres annexes (A préciser) :  
Annexe n°1 Relative aux clauses d'insertion par l'activité économique

---

<sup>7</sup> Cocher la case correspondante



**NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE (Date d'effet du marché)**

---

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent marché »

A ..... le .....<sup>8</sup>  
Signature

En cas d'envoi en LR/AR (Lettre recommandée avec accusé de réception):

Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification du marché)

**NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES<sup>9</sup>**

---

Certificat de cessibilité établi en date du ..... à .....

OU

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

1  La totalité du marché dont le montant est de (indiquer le montant en chiffres et en lettres) : .....

2  La totalité du bon de commande n° ..... afférent au marché (indiquer le montant en chiffres et lettres) : .....

3  La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à (indiquer en chiffres et en lettres) : .....

4  La partie des prestations évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) : .....

et devant être exécutée par .....  
en qualité de : .....  membre d'un groupement d'entreprise  sous-traitant

A ..... le .....<sup>10</sup>  
Signature

---

<sup>8</sup> Date et signature originales

<sup>9</sup> Cochez la case qui correspond à votre choix, soit certification de cessibilité soit copie délivrée en unique exemplaire

<sup>10</sup> Date et signature originales

**ANNEXE N° 1 : Relative à la déclaration de sous-traitance**

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les candidats ou titulaires de marchés publics ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice soit au moment du dépôt de l'offre soit après le dépôt de l'offre.

**A – Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice) DC4**

- Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice) :  
(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

**Monsieur le Préfet du Territoire de Belfort**

**1 rue Bartholdi**

**90000 BELFORT**

**Tél: 03.84.57.00.07**

**Télécopie: 03.84.21.32.62**

- Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des marchés publics (nantissements ou cessions de créances) :

(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

**Monsieur le Préfet du Territoire de Belfort**

**1 rue Bartholdi**

**90000 BELFORT**

**Tél: 03.84.57.00.07**

**Télécopie: 03.84.21.32.62**

**B – Objet du marché public ou de l'accord-cadre DC4**

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)

**Travaux de restructuration du bureau de la circulation à la préfecture du Territoire de Belfort**

**C - Objet de la déclaration du sous-traitant DC4**

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante.)

- une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du .....

**D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre DC4**

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

<b>E - Identification du sous-traitant</b>	<b>DC4</b>
--	------------

- Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :
  
- Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :
  
- Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :
  
- Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*
  
- Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct (article 115 du code des marchés publics) :  
*(Cocher la case correspondante.)*

NON

OUI

<b>F - Nature et prix des prestations sous-traitées</b>	<b>DC4</b>
---	------------

- **Nature des prestations sous-traitées :**
  
  
- Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :
  - Taux de la TVA : .....
  - Montant maximum HT : .....
  - Montant maximum TTC : .....
  
- **Modalités de variation des prix :**

<b>G - Conditions de paiement</b>	<b>DC4</b>
-----------------------------------	------------

- **Compte à créditer :**  
*(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)*

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

- **Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :**

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

(Cocher la case correspondante.)

NON

OUI

<b>H - Capacités du sous-traitant</b>	<b>DC4</b>
---------------------------------------	------------

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

- .....
- .....
- .....
- .....
- .....
- .....

<b>I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant</b>	<b>DC4</b>
--	------------

**Le sous-traitant déclare sur l'honneur**, en application des articles 43 et 44 du code des marchés publics et des articles 8 et 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 modifiée relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics :

a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2ème alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2ème alinéa de l'article 433-2, 8ème alinéa de l'article 434-9, 2ème alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1er et 2ème alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;

j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;

k) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

<b>J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public</b>	<b>DC4</b>
--	------------

*(Cocher les cases correspondantes.)*

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116 du code des marchés publics, en produisant en annexe du présent document :

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 106 du code des marchés publics qui est joint au présent document ;

OU

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

<b>K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant</b>	<b>DC4</b>
--	------------

A..... le.....  
Le sous-traitant

A..... le.....  
Le candidat ou le titulaire

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A..... le.....

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice :

<b>L - Notification de l'acte spécial au titulaire</b>	<b>DC4</b>
--	------------

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :  
*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)*

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A....., le

**ANNEXE N°2 : DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS**

<i>Designation de l'entreprise</i>	<i>Prestations concernées</i>	<i>Montant H.T.</i>	<i>Taux T.V.A.</i>	<i>Montant T.T.C.</i>
Raison Sociale : SIREN : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Raison Sociale : SIREN : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Raison Sociale : SIREN : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Raison Sociale : SIREN : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Raison Sociale : SIREN : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
	<i>Totaux</i>			